

CSI

Confédération Syndicale Internationale
Septembre 2010



Swaziland: Actions internationales de solidarité



ITUC CSI IGB

Le royaume du Swaziland est un petit pays montagneux situé en Afrique Australe et dépourvu d'accès à la mer. Il a acquis son indépendance de l'empire colonial britannique le 6 septembre 1968. À son indépendance, le pays a hérité d'un système multipartite qui a été remplacé par une monarchie absolue (le système Tinkhundla) en 1973. Sous le nouveau régime, les partis politiques ont été déclarés hors la loi.

Le pays a une population d'environ 1,1 millions d'habitants. L'économie swazie repose essentiellement sur l'agriculture, les principaux produits agricoles d'exportation étant le sucre, le bois, les agrumes, les textiles et la viande bovine. Parmi les autres produits exportés figurent le charbon, les concentrés, le coca-cola et les fermetures éclairées. Environ 70% de la population active touche moins de 2 dollars par jour. Plus de 300.000 Swazis dépendent des aides alimentaires provenant de l'extérieur. Au chômage, estimé à 33% et susceptible de croître au cours des prochaines années, s'ajoute l'absence de tout filet de protection sociale.

Le pourcentage de la population vivant avec le VIH est estimé à 26%, soit le taux le plus élevé à niveau mondial. Les plus touchés sont les membres économiquement et sexuellement actifs de la population entre 15 et 49 ans. Les ravages causés par la pandémie du VIH/sida ont exacerbé la situation de pauvreté dans le pays. La situation s'est aggravée de plus belle sous l'effet de la récente crise financière et économique internationale. Le royaume du Swaziland a ratifié un nombre important de traités favorables aux travailleurs, y compris les Conventions fondamentales de l'OIT. Le pays affiche cependant, dans le même temps, une piètre réputation en termes d'infractions et d'atteintes aux droits des travailleurs et des organisations qui défendent les intérêts de ces derniers. Au

cours des dix dernières années, le gouvernement du Swaziland a fait l'objet d'un grand nombre de plaintes pour violations des droits des travailleurs et des syndicats.

Dans le cadre d'une démarche visant à sensibiliser et à attirer l'attention sur les atteintes aux droits humains et syndicaux et le manque de démocratie, la Fédération des syndicats du Swaziland (SFTU) et la CSI-Afrique, ont organisé, en collaboration avec la CSI, un programme de visites d'échange de solidarité dans six pays africains : Le Ghana, le Nigeria, le Sénégal, la Tanzanie, le Rwanda et le Kenya. Cette cause a aussi bénéficié d'un soutien actif de la Swaziland Democratic Campaign (SDC), lancée en février sous la direction de la COSATU et menée avec un soutien important d'organisations affiliées à la CSI et d'autres organisations progressistes en Afrique australe.

En 1973, le roi déclarait l'État d'urgence public, interdisant tout parti politique, interdisant aussi le droit des travailleurs à s'assembler sauf autorisation du préfet de police, instaurant une période de détention sans procès de 60 jours et investissant le roi de tous les pouvoirs (législatif, judiciaire et exécutif). À ce jour, le roi règne et statue, il nomme le Premier ministre et l'ensemble du cabinet, il désigne aussi les négociateurs, 66% des députés au Sénat, 20% des députés à l'Assemblée nationale, l'ensemble des membres de la Chambre des chefs, tous les préfets, tous les administrateurs régionaux, tous les juges, toutes les commissions, de même que tous ses conseillers.

Aucune réforme de la Constitution n'est possible sans son consentement. Le roi contrôle également l'ensemble du territoire, les gisements miniers et les ressources aquifères. La liberté

de presse est frappée de lourdes restrictions. La majorité des organes de presse appartiennent à l'État. La presse manque de professionnalisme et fait preuve d'un parti pris politique ; elle est du reste strictement contrôlée et étroitement censurée par la monarchie. La presse critique très occasionnellement le gouvernement mais jamais les autorités traditionnelles, ni la famille royale.

L'ensemble du processus de dialogue social est lourdement manipulé. Les mobilisations de masse organisées par des organisations citoyennes sont régulièrement interdites, dispersées ou réprimées par la police, qui a souvent recours à une force excessive. Une nouvelle loi sur la suppression du terrorisme a été invoquée pour réprimer encore davantage toute opposition légitime. Certains partis politiques ont été proscrits et un de leurs dirigeants a été emprisonné depuis octobre 2008 jusqu'en septembre 2009. Le décès en garde à vue dans des circonstances suspectes du dirigeant syndical Sipho Jele suite à l'interruption brutale des festivités du Premier mai cette année a suscité une condamnation vive et large au sein du mouvement syndical international.

Le mouvement syndical international demande au Swaziland:

- Une réforme constitutionnelle effective et transparente
- Une démocratie multipartite avec une vraie séparation des pouvoirs
- La pleine application des normes de l'OIT, en consultation et avec la pleine participation des syndicats

Pour maintenir la pression en vue de la réalisation de ces demandes, les travailleurs et leurs familles aux quatre coins du monde prendront part, les 6, 7 et 8 septembre 2010, à des actions de solidarité en soutien à la lutte et à la cause de nos camarades au Swaziland. Cette action coïncidera avec la Fête nationale du Swaziland.